



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**CHS**  
**Novillars**

12 février 2024

## **À Gaza, c'est toute l'humanité qu'ils assassinent**

**Depuis le 7 octobre, le carnage opéré par l'État israélien contre la population palestinienne atteint un bilan insupportable. Entre 25 000 et 30 000 morts identifiés dont près de 5 500 enfants, plus de 67 000 blessés, dont 10 800 enfants, 17 000 enfants séparés de leurs parents, et des dizaines de milliers de disparus – probablement des morts qu'on n'arrivera plus à extraire des décombres.**

90 % de la population de Gaza est en situation d'insécurité alimentaire aiguë et les deux tiers des hôpitaux sont détruits. Des maladies comme le choléra, la polio ou la varicelle refont surface. Les médecins amputent les blessés, souvent sans anesthésie, et ne disposent pas d'antibiotiques pour stopper les infections. Les infrastructures gazaouies se sont totalement effondrées : il n'y a plus d'eau courante, d'électricité ni de lignes téléphoniques. Et depuis quelques jours, l'armée d'Israël bombarde Rafah, autrement dit la zone où elle a contraint plus d'1,3 million de personnes à trouver un refuge précaire !

### **Complicités impérialistes**

Ces quatre derniers mois d'offensive criminelle sont la poursuite impitoyable de plus de 75 ans d'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël avec le soutien des grandes puissances impérialistes, dont la France. Et c'est parce que l'armée israélienne avec les multiples guerres qu'elle a menées, leur sert de gendarme contre les peuples pauvres de la région que les grandes puissances lui apportent un soutien inconditionnel. Leurs propres armées scrutent ce qui se passe à Gaza... comme un test « en condition réelle » de leurs matériels militaires !

Macron appelle face caméra le gouvernement israélien à la « retenue », mais ne remet pas en cause les juteux contrats obtenus par les entreprises françaises. Depuis 2014, les marchands d'armes ont ainsi vendu pour près de 210 millions d'euros de matériel militaire.

Les capitalistes et les gouvernements à leur service parlent tous une seule et même langue : celle de l'argent et des profits.

### **Faux alliés hypocrites**

Et quelle confiance accorder aux gouvernements des pays « émergents » ? Aucune. Même de ceux

d'entre eux qui se prétendent du côté des peuples dominés, mais sont chez eux les garants d'une société particulièrement inégalitaire, ou font vivre l'enfer à ceux et celles qui osent revendiquer la justice sociale et la liberté, comme en Iran ou en Syrie.

Il n'y a rien à attendre non plus des dirigeants nationalistes, comme le Fatah au pouvoir en Cisjordanie ou le Hamas à Gaza, qui ne cherchent surtout pas à s'adresser aux opprimés des autres pays de la région, mais plutôt à devenir les interlocuteurs des pays riches pour conforter leur propre pouvoir et profiter eux aussi de leur argent.

### **Solidarité d'en bas**

Au Proche-Orient particulièrement, où la population palestinienne est disséminée entre la bande de Gaza, la Cisjordanie, Israël et les pays arabes voisins, c'est bien l'union des travailleurs et travailleuses de toute la région, en lutte contre chacun de leurs gouvernements, qui permettra de changer la situation.

Mais pas seulement là-bas : c'est à nous ici de manifester notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous qui faisons tourner l'économie, qui par notre travail enrichissons la minorité qui détient les richesses et les moyens de production, avons le pouvoir de tout bloquer, de tout arrêter, puisque nos gouvernements sont les principaux complices et fournisseurs d'armes de la politique criminelle de l'État d'Israël. Nous aurions même les moyens de renverser les pouvoirs en place pour créer une société radicalement différente, mettre réellement fin aux injustices, en finir avec ce monde d'oppression et de guerres.

Comme le montrent les manifestations massives qui continuent dans le monde entier pour dénoncer le génocide à Gaza, les opprimés et les exploités aussi peuvent parler une seule langue : celle de la solidarité internationale.

## **Seule la lutte paie**

La CGT a publié un document intéressant montrant la situation de la psychiatrie en France. 10 à 20 % des lits ont été fermés. Il manque des médecins, des soignants... Les listes d'attente pour pouvoir consulter vont de trois mois à un an notamment pour les enfants.

Au fil des années, les gouvernements, de gauche comme de droite, ont réduit considérablement les budgets de la santé. Ils ont organisé la dégradation des conditions de travail et la fermeture des lits. C'est donc bien seulement sur notre mobilisation que nous pouvons compter pour inverser cette politique de l'État, défendue par tous les politiciens, quelles que soient leurs étiquettes.

## **Un politique volontariste**

La situation du CHN ne s'améliore pas. Il manque plus de 20 postes d'infirmier. Nous en sommes à 28 lits gelés et 5 en HDJ. D'après les dernières instances, le pôle A semble le plus en difficulté. C'est sans doute pour cela que la DRH, qui visiblement a du mal avec les relations humaines, veut encore dégrader les conditions de travail, notamment au Colombier. Alors que les professionnels quittent les hôpitaux. À se demander si tout cela n'est pas volontairement orchestré pour fermer des lits.

## **Vers une colère salutaire ?**

La situation de la MAS est intenable. Cette structure s'occupe de patients qui demandent une prise en charge importante et les effectifs ne sont pas à la hauteur. Et comme si cela ne suffisait pas, l'ARS demande de nouvelles restrictions budgétaires. Cela mériterait que nous allions retourner quelques bureaux.

## **On ne manque pas d'imbéciles**

La hiérarchie de la MAS n'a pas été capable de donner les plannings suffisamment tôt pour que nos collègues puissent organiser leurs vacances de Noël avec leur famille. Mais elle n'hésite pas à sortir un chronomètre pour savoir combien de temps il faut à l'infirmière pour préparer les traitements. Tout cela pour se faire mousser devant la direction, il y a vraiment des claques qui se perdent.

## **À quand un questionnaire sur la direction ?**

La direction donne toujours un questionnaire de satisfaction au personnel. La DRH reçoit même les agents qui souhaitent partir pour savoir pourquoi. Si on attend que ces occupations pour cadres désœuvrés servent à quelque chose, mieux vaut jouer au loto !

## **Un triste constat**

La santé mentale s'est dégradée. Selon l'étude Coviprev, en décembre 2022, 17 % des Français montrent des signes de dépression, 24 % des états anxieux dont 10 % ont des idées suicidaires. L'étude montre que les femmes et les personnes en grande précarité sont le plus touchées.

La violence de cette société capitaliste touche d'abord les plus démunis.

## **Ça parle**

La dette publique a dépassé les 3 000 milliards, assurant aux banques 51,7 milliards d'intérêts en 2023. Ces sommes servent essentiellement de cadeaux aux grandes entreprises. Les intérêts sont prélevés dans les caisses publiques, alors que les hôpitaux manquent du minimum. L'Oxfam révèle que les 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires de dividendes depuis 2020, soit l'équivalent du total des dépenses de santé en 2022.

Et après on dit qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics !

## **Diviser pour mieux régner et mieux exploiter**

Darmanin a annoncé la suppression du droit du sol à Mayotte : « *Il ne sera plus possible de devenir Français si on n'est pas soi-même enfant de parents français.* » Alors que ce département est le plus pauvre de France, que de nombreux habitants vivent dans des bidonvilles, que l'accès à l'eau potable n'y est même pas assuré, les politiciens locaux et le gouvernement français font des migrants venus des autres îles des Comores les boucs-émissaires de la situation. Cette politique de division a semé la haine à Mayotte, avec l'émergence de collectifs anti-migrants. Un aperçu de ce qu'ils tentent de faire aussi dans l'Hexagone, avec leur loi Immigration.

La xénophobie est un poison pour la classe ouvrière, ne nous laissons pas diviser.

## **Une médecine aux ordres des patrons ?**

Un médecin du travail a été sanctionné d'un an d'interdiction d'exercer, dont six mois avec sursis, par l'Ordre des médecins. En deux ans, il avait délivré six certificats d'inaptitude au travail à des salariés d'une entreprise de fabrication de portes et serrures blindées.

C'est après une plainte du patron, qui s'estimait « lésé », qu'il a été sanctionné, sans que l'Ordre ne mène d'enquête sur les conditions de travail dans l'entreprise ni ne fasse d'expertise médicale des salariés. Et ce type de recours n'est pas isolé contre les médecins du travail qui font leur travail. Car le patronat ne tolère qu'une médecine à ses ordres.